

# Chambre des Représentants.

SESSION DE 1894-1895.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER 1895.

FEUILLETON AU 10 MARS 1895.

## PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions.     |   |
|------------------------------|--|---|
| 1.                           | 522.   | <p>Par pétition datée de Pondrome, le 20 janvier 1895,<br/>Des habitants de Pondrome protestent contre l'annexion éventuelle du Congo à la Belgique et prient la Chambre de la repousser.</p> <p><i>Décision : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet d'annexion du Congo.</i></p>   |
| 2.                           | 523.<br>542.<br>400.<br>419.<br>454.<br>476. | <p>Par pétition datée de Châtelet, le 1<sup>er</sup> février 1895,<br/>Le conseil communal de Châtelet sollicite l'adoption du suffrage universel à vingt-et-un ans avec adjonction de la représentation proportionnelle, pour les élections provinciales et communales.</p> <p>Même demande des conseils communaux de Ransart, de Petit-Rechain, d'Anvers, de Saint-Josse-ten-Noode, de Schaerbeek, de Laeken et de Baesrode, de membres du « Cercle des soirées démocratiques » de Ham-sur-Sambre, de membres du comité de la « Liberale Werklieden Maatschappij : Help u zelve », à Anvers, et du comité de la « Société économique ouvrière de Wanfercée-Baulet.</p> <p><i>Décision : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.</i></p> |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 3.                           | 326.<br>469.                             | <p>Par pétition datée de Chatelineau, le 29 janvier 1895,</p> <p>Le conseil communal de Chatelineau prie la Chambre d'adopter, pour les élections provinciales et communales, le suffrage universel à vingt-cinq ans, avec la représentation proportionnelle.</p> <p>Même demande du conseil communal de Dison.</p> <p>DÉCISION : <i>Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.</i></p>  |
| 4.                           | 328.<br>371.                             | <p>Par pétition datée de Huy, le 1<sup>er</sup> février 1895,</p> <p>Le président et le secrétaire de l' « Association conservatrice » de Huy transmettent le vœu du comité de cette Association de voir la Chambre procéder à une enquête avant de prendre une décision au sujet de l'annexion du Congo.</p> <p>Même demande du comité de l' « Association libérale » d'Ypres.</p> <p>DÉCISION : <i>Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet d'annexion du Congo.</i></p>   |
| 5.                           | 329.                                     | <p>Par pétition datée de Gilly, le 2 février 1895,</p> <p>La dame Pasquet, à Gilly prie la Chambre de voter une loi déclarant responsables envers la partie lésée jusqu'à concurrence du préjudice souffert par elle, les experts qui, dans une expertise ordonnée par jugement, se rendront coupables de déclarations fausses ou simplement inexactes dans leur rapport.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p>   |
| 6.                           | 331.<br>351.<br>414.                     | <p>Par pétition datée de Quaregnon, le 1<sup>er</sup> février 1895,</p> <p>Le sieur Roland, à Quaregnon, transmet le vœu émis par le groupe syndical des ouvriers mineurs de cette localité en faveur du suffrage universel pur et simple à vingt-et-un pour les élections communales et provinciales, et contre l'annexion du Congo à la Belgique.</p> <p>Même pétition d'habitants de Pâturages et de Meslin-l'Évêque.</p> <p>DÉCISION : <i>Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.</i></p> |
| 7.                           | 352.                                     | <p>Par pétition datée de Gilly, le 6 février 1895,</p> <p>Le sieur Pasquet, à Gilly, prie la Chambre de voter</p>   |

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

une loi interdisant aux fonctionnaires de l'État le cumul d'autres fonctions salariées.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

8. 353. Par pétition datée de Gilly, le 4 février 1895.  
Le sieur Mahaux, à Gilly, demande le vote d'une loi déclarant que la réparation des dommages causés aux propriétés de la surface par les travaux des mines pourra être poursuivie devant les tribunaux de commerce.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
9. 354. Par pétition datée de Gilly, le 5 février 1895.  
Le sieur Pierard, à Gilly, demande le vote d'une loi déclarant qu'aucun juge ne pourra siéger dans les litiges intentés à des sociétés dans lesquelles il serait intéressé, soit personnellement, soit par sa famille jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
10. 356. Par pétition datée d'Anvers, le 31 janvier 1895.  
Le président et le secrétaire du « Vooruitstrevenden Demokratischen Bond » d'Anvers transmettent le vœu de voir la Chambre voter, pour les élections communales et provinciales, le suffrage universel pur et simple à vingt-et-un ans d'âge et un an de résidence, et adopter la représentation proportionnelle et le referendum.  
DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*
11. 361. Par pétition datée de Bruyères-Battice, le 4 février 1895.  
Le sieur Pire, à Bruyères-Battice, se plaint de mesures arbitraires prises à son égard par l'administration du charbonnage qui l'a employé jusqu'à présent et prie la Chambre de voter une loi empêchant le renouvellement de pareils faits.  
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

12.

362.

Par pétition datée de Moignelée, le 1<sup>er</sup> février 1895,  
Le sieur Culot, à Moignelée, victime d'un accident  
du travail, se plaint de n'avoir pu obtenir réparation  
du préjudice souffert et sollicite, en sa faveur, l'inter-  
vention de la Chambre.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

13.

363.

Par pétition datée de Louvain,  
Le sieur Stroobants, à Louvain, se plaint du mauvais  
traitement auquel on aurait soumis son enfant, mort  
du croup, à l'hôpital de cette ville.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,  
de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

14.

368.

Par pétition datée de Marcinelle,  
La dame Hembise, à Marcinelle, sollicite un secours.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et  
de l'Instruction publique.*

15.

370.  
483.  
492.

Par pétition datée de Quevaucamps, le 6 février 1895,  
Le président et le secrétaire du « Cercle libéral  
démocratique » de Quevaucamps prient la Chambre de  
voter, sans retard, la nouvelle loi électorale commu-  
nale et d'y inscrire le suffrage universel à vingt-et-un  
ans.

Même demande des présidents et secrétaires : de  
la « Société de secours mutuels » et de la société  
coopérative « Union des mineurs » de Forchies-la-  
Marche ; de l'« Union ouvrière » d'Havré.

Même demande du comité de la « Ligue ouvrière »  
d'Oupeye et des président et secrétaire de la ligue  
ouvrière : « Les solidaires », à Jumet.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pen-  
dant la discussion de la loi électorale communale.*

16.

373.

Par pétition datée de Habay-la-Vieille, le 10 fé-  
vrier 1895,

Des conseillers communaux de Habay-la-Vieille  
prient la Chambre de consacrer dans la nouvelle loi  
électorale le suffrage universel pur et simple sans vote

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

plural, la représentation proportionnelle, le referendum et l'élection des bourgmestres par les conseils communaux.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

17. 374. Par pétition datée de Habay-la-Vieille, le 10 février 1895,

Des habitants de Habay-la-Vieille prient la Chambre de repousser tout projet d'annexion du Congo et de ne voter aucune dépense en faveur d'entreprise coloniale quelconque.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion du projet d'annexion du Congo.*

18. 375. Par pétition datée de Houdeng-Aimeries,  
La dame Decrême, à Houdeng-Aimeries, demande un secours.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

19. 378. Par pétition datée de Liège, le 10 février 1895,  
Le sieur Servais, à Liège, demande que son fils soit admis à rentrer dans ses foyers.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

20. 389. Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 10 février 1895,

Des habitants de Molenbeek-Saint-Jean réclament l'intervention de la Chambre pour faire cesser les injustices qui se commettraient en matière d'exemption de milice.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

21. 393. Par pétition datée de Spa, le 10 février 1895,  
406. Le président et le secrétaire de l'« Association libérale du canton de Spa » demandent l'introduction pour la province et la commune : 1° du suffrage universel

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

pur et simple à vingt-et-un ans ; 2° de la représentation proportionnelle, et 3° du referendum.

Même demande d'habitants de Roulers.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

22. 413. Par pétition datée de Chatelineau, le 13 février 1893,  
Le président et le secrétaire de l'union des mineurs « les Frères réunis », à Chatelineau, proposent une modification à la loi sur les conseils de prud'hommes.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

23. 420. Par pétition datée de Liège, le 10 février 1893,  
Le président et le secrétaire du « Bond der Vlaamsche progressisten », à Liège, transmettent le vœu émis par la dite société de voir la Chambre adopter, pour les élections communales, le suffrage universel pur et simple à vingt-et-un ans, avec exclusion des indignes et application de la représentation proportionnelle.

Ils protestent contre l'annexion du Congo à la Belgique.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale et du projet d'annexion du Congo.*

24. 422. Par pétition datée de Marchienne-au-Pont, le 26 décembre 1894,

Le sieur Georges, à Marchienne-au-Pont, sollicite un secours.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

25. 427. Par pétition datée de Roulers,  
Des électeurs de l'arrondissement de Roulers prient la Chambre de voter la représentation proportionnelle pour les élections législatives, provinciales et communales.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|--|---|
| 26.                          | 428.<br>490.                             | <p>Par pétition datée de Tongrinne, le 31 janvier 1895,<br/>Des habitants de Tongrinne émettent le vœu de voir la Chambre : 1<sup>o</sup> adopter comme base de la nouvelle loi électorale pour la province et la commune, le suffrage universel pur et simple à vingt-et-un ans et la représentation proportionnelle; 2<sup>o</sup> discuter la création d'une caisse de retraite en faveur des invalides du travail.</p> <p>Même pétition du président et du secrétaire de l'Union des Mineurs « La Concorde » à Roux.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.</i></p> |
| 27.                          | 429.                                     | <p>Par pétition datée de Gilly, le 12 février 1895,<br/>Le sieur Vanderstichelen, à Gilly, sollicite un secours.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.</i></p>  |
| 28.                          | 432.                                     | <p>Par pétition datée de Gand, le 17 février 1895,<br/>Le président et le secrétaire de la « Jonge wacht der Liberale werkersverdediging » de Gand, demandent l'abolition du remplacement et l'adoption du principe du service personnel.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p>  |
| 29.                          | 443.                                     | <p>Par pétition datée de Pironchamps,<br/>Le sieur Descenfans, à Pironchamps, expose la situation précaire des finances de cette commune et les besoins nombreux de celle-ci, notamment en matière de bienfaisance. Il propose des mesures tendant à porter remède à cet état de choses.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p>  |
| 30.                          | 444.                                     | <p>Par pétition datée de Helchin, le 1<sup>er</sup> février 1895,<br/>Des habitants de Helchin proposent des mesures compensatrices de l'usage frauduleux des acquits à caution.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION . Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p>   |
| 31.                          | 445.                                     | <p>Par pétition datée de Grand Reng, le 18 février 1895,<br/>Le conseil communal de Grand Reng émet le vœu de</p>   |

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

voir voter, pour les élections provinciales et communales, le suffrage universel pur et simple à vingt-et-un ans d'âge et un an de résidence et la représentation proportionnelle. Il proteste contre le projet de cession de l'État du Congo.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale et du projet d'annexion du Congo.*

32. 447. Par pétition datée de Bracquegnies, le 20 février 1895,  
Le sieur Hurez, à Bracquegnies, sollicite un secours.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

33. 453. Par pétition datée de Boom, le 20 février 1895,  
Le président et le secrétaire du « Vooruitstrevende volksbond » de Boom demandent que le suffrage universel pur et simple soit octroyé à tout citoyen âgé de vingt-et-un ans jouissant de ses droits civils et politiques. Ils demandent, en outre, l'introduction de la représentation proportionnelle à la province et à la commune.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

34. 459. Par pétition datée d'Anvers, le 10 février 1895,  
Le sieur Nolet, à Anvers, demande la mise à exécution d'un projet de fertilisation de la Campine.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

35. 460. Par pétition datée de Maldegem, le 20 février 1895,  
Des marchands de bétail, à Maldegem, réclament l'adoption de mesures tendant à les mettre à l'abri des vexations dont ils sont l'objet par suite de la rigueur des employés de la douane.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

36. 466. Par pétition datée de Basel, le 21 février 1895,  
Le sieur Herreman, facteur rural pensionné, à Basel, demande que les pensions soient liquidées par paie-

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions

ments mensuels. Il sollicite une augmentation de pension ou un secours.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

37. 472. Par pétition datée de Vive-Saint-Éloi, le 23 février 1895,

Le sieur Handuyse, à Vive-Saint-Éloi, réclame l'intervention de la Chambre pour que l'enquête ouverte au sujet de sa demande d'indemnité reçoive une prompt solution.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

58. 473. Par pétition datée de Chatelineau, le 21 février 1895,

Le sieur Schroevens, ancien houilleur, à Chatelineau, demande une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

39. 474. Par pétition datée de Sprimont, le 22 février 1895,

Le président et le secrétaire de l'« Association catholique de Sprimont » prient la Chambre de consacrer, par la nouvelle loi communale, les principes qu'ils énoncent.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

40. 475. Par pétition datée de Saint-Trond,

Le sieur Fraiteur, à Saint-Trond, se plaint d'être l'objet d'une collocation illégale à l'asile d'aliénés de Saint-Trond.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

41. 482. Par pétition datée de Liège, le 25 février 1895,

Des habitants de Liège prient la Chambre d'abolir le divorce.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

42. 483. Par pétition datée de Cornesse, le 25 février 1895,

Le conseil communal de Cornesse émet un vœu en faveur de l'introduction du suffrage universel pur et simple à vingt-cinq ans d'âge et six mois de résidence

Numéros  
du  
feuilleton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

comme base du système électoral pour la commune et la province.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

43.        491.        Par pétition datée de Jumet, le 13 janvier 1895,  
Le président et le secrétaire de la « Ligue ouvrière de Jumet » prient la Chambre de s'occuper des diverses propositions de loi ouvrières et proposent des mesures en faveur des classes laborieuses.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

44.        493.        Par pétition datée de Fayt-lez-Seneffe, le 23 février 1895,  
Le conseil communal de Fayt-lez-Seneffe demande que la Chambre consacre, pour la commune, le principe du suffrage universel pur et simple combiné avec la représentation proportionnelle à vingt-et-un ans d'âge et un an de résidence.

*DÉCISION : Dépôt sur le bureau de la Chambre pendant la discussion de la loi électorale communale.*

45.        505.        Par pétition datée de Soleilmont-Fleurus, le 26 février 1895,  
Le sieur Drouart, à Soleilmont-Fleurus, demande le vote d'une loi défendant la vente de toute marchandise ou produit alimentaire dans les établissements industriels et interdisant aux actionnaires d'exercer aucun commerce dans la localité où ils sont établis.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

46.        506.        Par pétition datée de Nieupoort, le 27 février 1895,  
Des pêcheurs de Nieupoort exposent que les tempêtes continuelles et le rigoureux hiver leur ont causé des dommages considérables et sollicitent un subside pour remettre leurs barques en état de reprendre la mer.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics.*

